



## Séance ordinaire du jeudi 1 juin 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le premier juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Luc ALBERNHE, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL, Cécile VEILLON, suppléante de Guy LAURET.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Sébastien COTE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Hind EMAD, Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI

## **Solidarités - Plan Pauvreté - Convention 2020-2022 d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'État - Avenant de prolongation pour l'année 2023 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

L'article L.115-1 du Code de l'action sociale et des familles, fait de la lutte contre la pauvreté « *un impératif national fondé sur l'égalité de dignité de tous les êtres humains* ». La stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté, annoncée comme une priorité nationale par le Président de la République le 13 septembre 2018, entend traiter particulièrement :

- La reproduction de la pauvreté dès le plus jeune âge de la vie ;
- La garantie au quotidien des droits fondamentaux des enfants ;
- L'assurance pour tous les jeunes d'un parcours de formation permettant d'acquérir des compétences ;
- Une meilleure accessibilité et équité des droits sociaux ;
- L'investissement pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

C'est au travers de ces cinq engagements que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité en 2020 contractualiser avec l'État, au vu des caractéristiques du territoire de la Métropole et au regard des réalités sociales liées à l'émergence de nouvelles formes de grande précarité. La convention d'appui à la prévention et à la lutte contre la pauvreté a ainsi été adoptée en Conseil de Métropole, le 12 octobre 2020 et en Conseil municipal le 5 octobre 2020. Elle signifie ainsi l'engagement de la Ville, du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole dans la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, au titre de leurs compétences et en lien avec celles du Conseil Départemental de l'Hérault. Cette convention fait chaque année l'objet deux délibérations : la première propose l'avenant annuel avec le programme prévisionnel d'actions ; la seconde présente le bilan et le rapport d'exécution financier du programme d'actions pour l'année n-1.

L'instruction interministérielle n° N° DGCS/SD1B/DIPLP/DGEFP/2023/9 du 31 janvier 2023 relative aux conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi départementales, métropolitaines et régionales fixe le cadre pour l'année 2023. Les déclinaisons de la stratégie pauvreté 2018-2022 sont ainsi prolongées jusqu'au 31 décembre 2023 pour ce qui est des déclinaisons départementales et métropolitaines, dans l'attente des pactes locaux des solidarités qui seront déployés à partir du 1er janvier 2024.

Les priorités d'actions identifiées pour 2023 dans le cadre des cinq engagements sont identiques à celles des années précédentes, à savoir la veille sociale, la lutte contre la précarité alimentaire, l'inclusion sociale et professionnelle et l'accès aux droits et à la santé. Elles se traduisent par 32 actions se répartissant de la manière suivante :

### **En matière de veille sociale :**

- Casser la reproduction de la pauvreté en permettant le décroisement de l'accueil de jour centre-ville géré par GAMMES – ISSUE (1 action) ;
- Assurer un meilleur accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité (poursuite et approfondissement des actions des actions initiées dès 2020) (4 actions) ;
- Étendre les maraudes du Samu social aux communes de la première couronne de Montpellier (poursuite de l'action initialisée en 2021) (1 action) ;

**En matière de lutte contre la précarité alimentaire :**

- Poursuivre et approfondir le soutien d'actions destinées à améliorer et développer la qualité de l'alimentation pour les personnes les plus en précarité (4 actions) dont le soutien à l'expérimentation d'une caisse alimentaire commune (Territoires à vivre) et au dispositif de la cloche solidaire, la distribution de paniers solidaires (CCAS) et le développement de l'accompagnement social à partir des points de distributions alimentaires et des épiceries sociales et solidaires ;

**En matière d'inclusion sociale et professionnelle :**

- Soutenir des parcours innovants dans l'emploi pour les publics les plus éloignés (7 actions) : actions portées par le Centre d'Expérimentations et d'Innovation Sociale (CCAS), l'APIJE (Association pour l'insertion par l'économie), l'Institut Méditerranéen d'Étude, d'Ingénierie et de Formation (IMEIF), l'APSH34, CREER La maison des chômeurs et l'Airdie ;
- Développer des dispositifs d'insertion par l'activité économique (3 actions) : ateliers d'insertion et aide au démarrage d'associations de préfiguration d'Entreprise d'insertion (IMEIF, Recycl'etvous, Les jardins de cocagne), la Plateforme Collaborative Métropolitaine « *Clause sociale* » et l'expérimentation Territoire Zéro Chômeurs de Longue Durée ;
- Mobiliser les entreprises en faveur des publics en précarité (3 actions) : Intermédiation active sur le marché du travail en QPV (UCRM - Union Cépière Robert Monnier) ; Diversifiez vos talents (Coraline & Mosaïque RH) ; accompagnement social et professionnel des entrepreneurs en échec (60 000 rebonds).

**En matière d'accès aux droits et à la santé :**

- Prise en compte des besoins essentiels des personnes en bidonvilles (5 actions) : actions linguistique et d'insertion sociale (INSTEP et AREA) ; actions pour la sécurité et l'hygiène sur certains sites ; soutien aux dispositifs d'accueil transitoire ; ingénierie pour le développement de nouveaux lieux d'accueil ;
- Dispositif dédié aux quartiers Marels et Montaubérou (1 action) : actions d'accompagnement vers les droits, l'insertion sociale et la prévention santé ;
- Soutien au développement de l'habitat intercalaire (3 actions) : soutien aux associations, gestion et ou location de sites ; hébergement d'urgence temporaire site rives du Lez ; accompagnement social dédié.

Le budget total de la programmation 2023 s'élève à 1 213 120 €. Les actions prévues dans le cadre du plan pauvreté à l'échelle de la Métropole feront l'objet d'une dotation nouvelle de l'Etat dont le montant pour l'année 2023 est fixé à 500 000 €. Des crédits reportés de 2022 à hauteur de 213 120 € viendront compléter les plans de financements. La contractualisation avec l'Etat pour 2023 se traduit par un avenant à la convention 2020-2022, qu'il convient d'approuver et de signer.

La dotation de l'Etat sera versée au budget de la Métropole. Plusieurs actions seront mises en œuvre par la Ville et le CCAS. Il convient donc, pour permettre le reversement des subventions de l'Etat, à la Ville et au CCAS, en fonction des actions conduites, de délibérer également sur les conventions de reversement des subventions par la Métropole à la Ville et au CCAS pour l'année 2023.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De poursuivre la contractualisation avec l'Etat pour 2023 et d'acter la programmation présentée ;
- D'approuver les termes de l'avenant 2023 à la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- D'approuver les termes de l'avenants 2023 à la convention de cofinancement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- D'approuver les termes de l'avenants 2023 à la convention de cofinancement entre la Métropole et le CCAS de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/23

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 15 juin 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230601-232738-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- PP\_Programme prévisionnel 2023.pdf
- PLAN PAUVRETE 2023 \_ANNEXE FICHES ACTION.docx
- PP-projet avenant 2023.doc
- Avenant\_Metropole-Ville.docx
- Avenant\_Metropole-CCAS.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.